

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا		
الدورة العادية 2011		
Achamel.info		
المادة : الاقتصاد العام والاحصاء	الشعبة : شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير	المسلك : مسلك العلوم الاقتصادية

- * L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.
- * 0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie (évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question).

DOSSIER 1 : DYNAMIQUE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET INSUFFISANCE DE L'EPARGNE

DOCUMENT1

Céréales : Une hausse des prix en septembre ?

Le prix du blé a plus que doublé depuis fin juin 2010, se rapprochant de son plus haut niveau historique de 300 euros par tonne, atteint en 2008. Cette flambée est due globalement à plusieurs facteurs. Il s'agit en premier lieu des perturbations climatiques qui ont touché cinq des huit principaux pays exportateurs de blé. On note surtout les inondations exceptionnelles qui ont touché l'Australie, la sécheresse sans précédent qui a obligé la Russie (troisième exportateur mondial) à renoncer pendant un an à exporter sa production en blé. S'y ajoute la baisse de l'ordre de 20% de la production dans des pays comme la France et le Canada qui accentue les inquiétudes du marché. Ainsi la production mondiale est évaluée à 23 millions de tonnes de moins. Face à cette situation, l'Egypte vient d'importer 240 000 tonnes, à un prix supérieur à 280 dollars. La conjugaison de tous ces facteurs se traduit déjà par une forte demande et une tendance de révisions des prix à la hausse.

Sources: l'Économiste du 11.08.2010 et le Matin du 19.01.2011

DOCUMENT2 Les risques d'inflation importée se précisent

La flambée des cours des matières premières à l'international se confirme et les tendances à la hausse ne semblent pas s'atténuer. Tout laisse croire que cette évolution devrait se poursuivre durant les mois à venir, surtout avec la crise égyptienne qui a fait grimper le cours du pétrole à plus de 100 dollars le baril et **qui dit prix du brut, dit effet d'entraînement sur tous les autres produits**. Le Maroc sera impacté directement par cette situation car c'est un importateur net d'hydrocarbures et de produits alimentaires.

Certaines analyses estiment que « tout au long de 2011, l'inflation, en glissement annuel continuerait à être volatile, compte tenu du poids encore important du segment alimentaire dans la composition de l'indice des prix à la consommation (IPC).

L'inflation pourrait même passer par quelques pics au-delà de 3%, dépassant ainsi le

taux prévu de 2% dans la loi des finances 2011 ».

On se demande alors si le budget alloué à la compensation pourrait maintenir la progression des prix.. Voulant privilégier la paix sociale, le gouvernement pourrait sacrifier certains postes budgétaires, notamment de fonctionnement ou d'investissement pour alimenter la compensation. Mais la compensation ne touche que trois produits (pétrole, blé et sucre) alors que le panier de la ménagère englobe une centaine. Donc, une surchauffe des prix à la consommation est fort probable.

Source : Finances News Hebdo du 03.02.2011

DOCUMENT3

La question de l'emploi continue à tourmenter les esprits. Et pour cause, la crise internationale a mis à rude épreuve les économies qui ont généré ces dernières années une croissance sans emploi. Sur le plan mondial, le taux de chômage est de 6,2% et 12,6% des jeunes sont au chômage, soit un effectif de 77,7 millions en 2010.

Au Maroc, le taux de chômage des jeunes est de 17,6% à fin septembre 2010. Le taux de chômage national est de 9% et 62% des chômeurs sont situés dans la catégorie de 15 à 29 ans. Ces chiffres inquiétants sont le fruit de facteurs démographiques et d'un taux de croissance faible.

Source : Finances News Hebdo du 03.02.2011

DOCUMENT 4 : Alerte, l'épargne couvre de moins en moins les investissements

LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION (base 1998) en millions de dirhams courants

Eléments	2007	2008	2009
Produit Intérieur Brut (PIB)	616 254	688 843	...?...
Revenus et transferts nets de l'extérieur	55 367	56 307	43 492
Revenu national brut disponible (RNBD)	671 621	745 150	779 698
Epargne nationale brute (ENB)	199 379	226 623	228 061

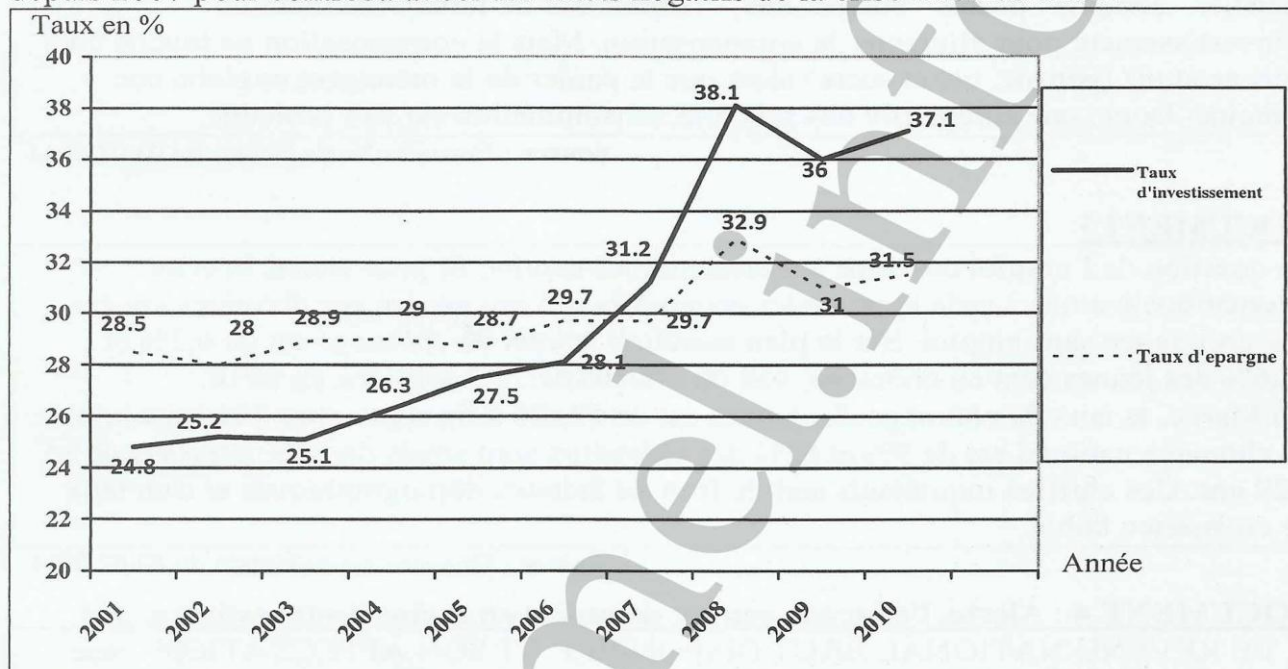
Source : Rapport Bank Al Maghrib, Exercice 2009

Le dilemme dans lequel se trouve l'économie marocaine est le suivant: la dynamique d'investissement à l'œuvre depuis une dizaine d'années est sans doute, avec la consommation des ménages, un des moteurs puissants qui ont porté la croissance économique, mais cette dynamique est désormais confrontée à un problème de financement.

Le besoin de financement provient de l'écart entre l'épargne nationale et les investissements engagés. L'importance croissante de cet écart s'explique des deux côtés. Côté épargne, la situation de crise induit une baisse de l'épargne publique et aussi un rétrécissement des revenus des ménages et donc de l'épargne privée.

Par ailleurs, une très grosse part du revenu national brut disponible est aspirée par la consommation finale nationale. En 2009, la consommation finale a absorbé 70,75% du RNBD. Il ne reste donc que 29,25% de ce revenu disponible pour l'épargne, c'est cette épargne qui doit financer l'investissement. Enfin, les aides familiales provenant des transferts des marocains résidents à l'étranger (MRE) et les recettes touristiques ayant

connu une réduction sinon une stagnation depuis 2008. Côté investissement, l'Etat, depuis le début des années 2000, s'est progressivement lancé dans des programmes de plus en plus importants et structurants, effort qu'il a volontairement poursuivi depuis 2007 pour contrebalancer les effets négatifs de la crise internationale.



Sources : la Vie Economique du 19.07.2010 et du 14.02.2011

DOCUMENTS 5 : Epargne / investissement : Un déséquilibre très prononcé

Le renforcement de l'épargne à long terme est le seul mécanisme apte à remédier à la sous-liquidité bancaire au Maroc. A rappeler que le Maroc s'est engagé dans différents projets de mise à niveau (Plan Maroc Vert, Pacte national pour l'émergence industrielle, Vision 2020, autoroutes,...) et les besoins de financement ne pourraient être que grandissants (300 milliards de DH), d'où la nécessité d'une meilleure mobilisation de l'épargne.

Or, les plans d'épargne restent interactifs sur le plan fiscal. Le type d'épargne mobilisé est incompatible avec le financement de projets étalés sur le long terme (10 à 20 ans). 70% de l'épargne au Maroc sont constitués de placements liquides à court terme qui ne permettent pas le financement d'investissements structurants.

les mesures mises en place par le gouverneur de Bank Al-Maghrib (SAM) pour remédier à cette problématique de la sous-liquidité bancaire, comme la baisse du taux de la réserve monétaire à 6% ou encore le maintien du taux directeur à 3,25%, sont plus des réponses conjoncturelles et ne constituent pas des solutions à long terme.

D'autres mesures pourraient donc être envisagées afin d'encourager l'épargne à long terme. La première est de veiller à une rémunération réelle positive et intéressante de la petite épargne. les taux créditeurs servis sont aujourd'hui faibles et non incitatifs pour la petite épargne. la seconde mesure consiste à développer des Plans d'Épargne Organisés (PEO) s'adressant à des classes socio-professionnelles larges et, par conséquent, offrant des taux de rémunération croissants en fonction de la durée de blocage des fonds (plan d'épargne-logement, plan d'épargne-actions, plan d'épargne-éducation) qui sont exonérés selon la loi des finances 2011. Enfin, une meilleure mobilisation de l'épargne étrangère serait également la bienvenue, mais cela nécessite aussi une politique de change souple et adaptable.

Source: Finances News Hebdo du 16.12.2010

DOCUMENT 6 Faut-il limiter l'investissement public pour contenir le déficit?

Le gouvernement a annoncé le maintien de la dynamique d'investissement, est-ce à dire qu'il sera en hausse encore une fois ? C'est au regard de cette situation que surgit l'interrogation à propos du rythme de progression de l'investissement. le gouvernement lui-même, à travers son ministre des finances, a régulièrement réaffirmé la nécessité de revenir à un déficit inférieur à celui prévu pour cet exercice (- 4 % en 2010 et -3,5 % en 2011), gage de maîtrise de l'endettement. «Il faudrait sans doute marquer une pause dans l'effort d'investissement budgétaire, si l'on ne veut pas entrer dans un cycle de déficits qui fera remonter le niveau de la dette de l'Etat».

Evolution des données budgétaires au Maroc (en millions de dirhams)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	Taux de variation en % (2011 par rapport à 2008)
Dépenses de fonctionnement	124 294	150 873	136 913	151 994	22,28
Dépenses de la dette	47 923	57 779	38 238	36 534	-23,76
Dépenses d'investissement	36 178	45 155	53 785	53 859	48,87
Solde ordinaire (épargne publique)	2 777	8 565	9274	6 097	+119,55

Sources : la Vie Economique du 06.09.2010 et les lois des Finances

TRAVAIL A FAIRE :

1	a- sur la base des documents 1, 2 et 3 , reproduisez et complétez le tableau suivant :																				
	<table><tr><td></td><td>Document 1</td><td>Document 2</td><td>Document 3</td></tr><tr><td>Type de marché selon l'objet</td><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr><tr><td>Nature du déséquilibre</td><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr><tr><td>Indicateur de mesure du déséquilibre au Maroc</td><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr><tr><td>Illustration du déséquilibre à partir des données marocaines</td><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr></table>		Document 1	Document 2	Document 3	Type de marché selon l'objet				Nature du déséquilibre				Indicateur de mesure du déséquilibre au Maroc				Illustration du déséquilibre à partir des données marocaines			
	Document 1	Document 2	Document 3																		
Type de marché selon l'objet																					
Nature du déséquilibre																					
Indicateur de mesure du déséquilibre au Maroc																					
Illustration du déséquilibre à partir des données marocaines																					
	b- Dégagez du document 1, deux raisons de la hausse des prix de céréales au niveau international du côté de l'offre.																				
2	A partir du document 2 : a- Dégagez une cause et une conséquence de l'inflation. b- Expliquez la phrase soulignée.																				
3	a- Relevez du document 3 une cause du chômage : a1- sur le plan mondial ; a2-au Maroc. b- Dégagez et appréciez une caractéristique commune du chômage sur le plan mondial et au Maroc																				
4	Sur la base du document 4 : a- Calculez la donnée manquante du tableau. b- Calculez et expliquez le taux de variation des Revenus et transferts nets de l'extérieur en 2009 par rapport à 2008. (Retenez deux chiffres après la virgule). c- Interprétez le graphe.																				
5	A partir du document 5 : a- Appréciez les mesures monétaires adoptées par BAM eu égard à l'insuffisance de l'épargne. b- Dégagez et appréciez les mesures non monétaires (structurelles) objet du texte.																				
6	En se basant sur le document 6 : a- Lisez les données en gras soulignées du tableau. b. Comparez les dépenses d'investissement par rapport à celle du solde ordinaire entre 2008 et 2011.																				

7 Synthèse : Au Maroc, on a constaté ces dernières années un déséquilibre très prononcé entre l'épargne et l'investissement. Après avoir présenté les causes de ce déséquilibre depuis 2007, dégagez et appréciez les mesures adoptées pour faire face à ce déséquilibre. (Exploitez les documents 4, 5, 6, les réponses aux questions précédentes et les connaissances acquises).

NB:

Eléments de la synthèse	Barème
Introduction	0,75 pt
Développement	2,25 pt
Conclusion	0,5 pt

DOSSIER II : STRATEGIE D'INSERTION PAR LE BIAIS DES IDE(*) ET LEUR IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU MAROC

DOCUMENT1 : La forte dépendance aux variables exogènes accroît notre fragilité économique

La situation économique et financière de notre pays depuis l'indépendance, reste tributaire des mêmes facteurs exogènes, pour justifier les tendances cycliques de notre évolution économique : les aléas climatiques en relation avec la production et les revenus agricoles, les cours du pétrole sur le marché international, du phosphate et ceux du dollar. Il faut reconnaître que notre dépendance économique à ces facteurs exogènes s'est au contraire renforcée, amplifiée par le phénomène de la mondialisation et par notre stratégie d'insertion dans l'économie mondiale. Théoriquement, nous voulions en tirer profit. En fait, c'est l'économie mondiale qui tire profit de notre ouverture commerciale. « **Il suffit de regarder la structure de notre balance commerciale et son taux de couverture très bas** ». Ils illustrent la faiblesse de la compétitivité de notre économie. **Le Maroc est en train de devenir une plateforme commerciale internationale qui produit de moins en moins et importe de plus en plus**. Les recettes du tourisme, celles de nos résidents à l'étranger, ainsi que les transferts en capital (IDE) sauvent en partie la mise. Concernant ces investissements directs étrangers, c'est une bonne chose pour les transferts de technologie et la création d'emplois. Mais ces investissements sont d'abord capricieux et fluctuants au gré de la conjoncture économique chez nos partenaires, et ils sont souvent financés par un recours aux crédits intérieurs moins chers, et donnent lieu par la suite à des transferts massifs de capital au titre des dividendes et des royalties. Nos réserves de change en souffrent, ainsi que la liquidité de nos banques, dont dépend le financement de la croissance de nos entreprises. On le voit, cette forte dépendance aux variables exogènes accroît notre fragilité économique.

(*) IDE : Investissements Directs Etrangers

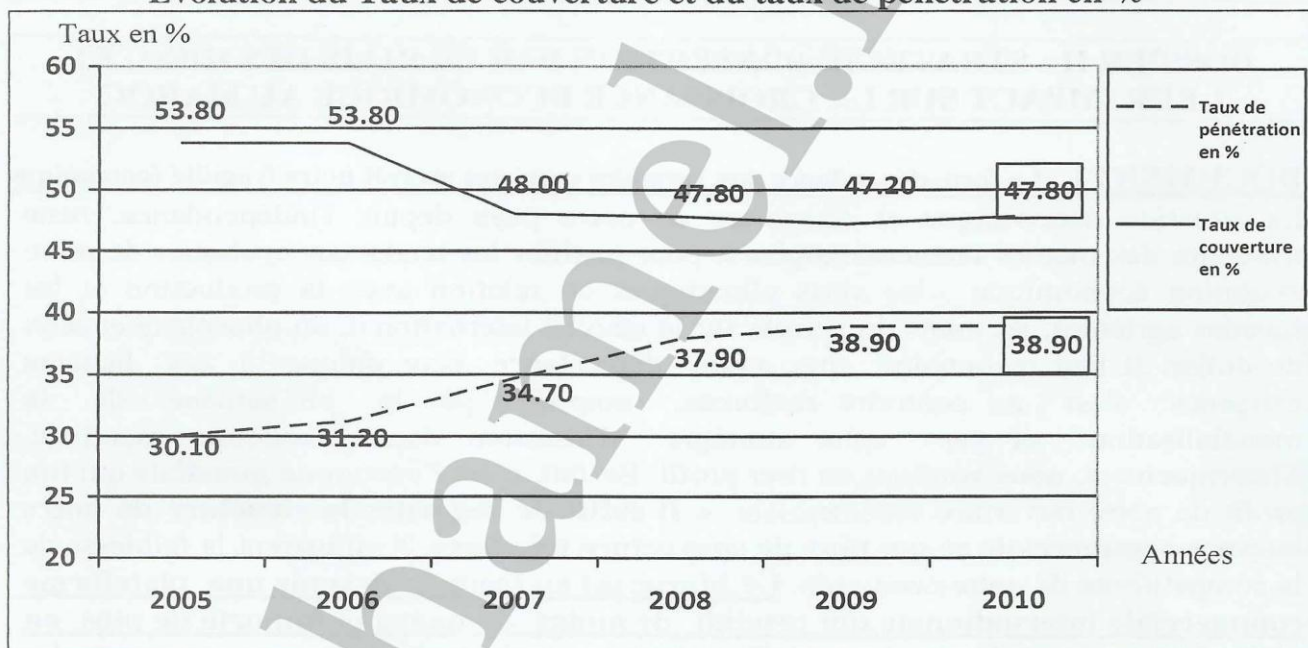
Source : Eco Plus du 8 au 14 octobre 2010

DOCUMENT2

Données sur les échanges extérieurs marocains de 2005 à 2009 (en millions de dirhams)

Années	2005	2006	2007	2008	2009
Solde du compte courant	+9 431,5	+12 423,5	-571,0	-35 936,7	<u>-36 808,10</u>
Solde de la balance commerciale	-85 114,3	-98 574,3	-135 770,6	-170 302,3	-108 924,5
Taux d'ouverture	53,8	55,9	62,8	69,9	68,2

Source : Site Internet de l'Office des Changes : www.oc.gov.ma

Evolution du Taux de couverture et du taux de pénétration en %

Source : l'Office des Changes et Rapport Bank Al Maghrib

TRAVAIL A FAIRE

1	A partir du document 1 : a- Relevez trois facteurs qui risquent de fragiliser l'économie marocaine. b- Illustrez le passage en gras entre guillemets à partir du document 2. c- Commentez la phrase soulignée en gras en exploitant le document 2.						
2	Sur la base du document 1 et les connaissances acquises, reproduisez et complétez le tableau suivant: <table><tr><th colspan="2">Effets des investissements directs étrangers(IDE) sur l'économie marocaine</th></tr><tr><th>Effets positifs (2 effets)</th><th>Effets négatifs (2 effets)</th></tr><tr><td> </td><td> </td></tr></table>	Effets des investissements directs étrangers(IDE) sur l'économie marocaine		Effets positifs (2 effets)	Effets négatifs (2 effets)		
Effets des investissements directs étrangers(IDE) sur l'économie marocaine							
Effets positifs (2 effets)	Effets négatifs (2 effets)						
3	Sur la base du document 2 : a- Lisez le chiffre souligné dans le tableau et ceux encadrés dans le graphe. b- Calculez le taux de variation en 2009 par rapport à 2005 des soldes : b ₁ . De la balance commerciale. b ₂ . Du compte courant. c- Interprétez les résultats calculés en b.						